ELECTIONS LEGISLATIVES - 21 MARS 1993 - 2e CIRCONSCRIPTION DE LA HAUTE-GARONNE

PARTI DES TRAVAILLEURS

membre de l'Alliance européenne des travailleurs

Oui, il existe une issue !

Oui, il existe une issue à la crise que traverse le pays. On ose nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour l'emploi, les salaires, l'école, la Sécurité sociale et les retraites, alors que le gouvernement :

- a dépensé 25 millions de francs pour le raid d'un seul avion sur l'Irak
- a versé 150 milliards dans la poche des spéculateurs sous prétexte de "défendre le franc"
- verse 40 milliards par an de fonds publics à l'école privée

Non, les 3 millions de chômeurs recensés officiellement, les 5 millions de travailleurs précaires, le saccage de la protection sociale, la faillite pour des centaines de milliers d'exploitations agricoles, l'asphyxie des communes ne sont pas une fatalité. C'est le résultat du viol du mandat que Mitterrand et la majorité PS-PCF avaient sollicité du peuple en 1981 pour, disaient-ils, « rompre avec le capitalisme ». C'est le résultat de leur soumission aux institutions antidémocratiques de la Ve République, de leur « réconciliation avec l'entreprise et le patronat ».

La « fausse gauche » a préparé le terrain pour la « vraie droite » contre les intérêts vitaux de la population, M. Loïdi !

En cinq ans, 277 lois anti-ouvrières ont été votées grâce au jeu du « un coup je m'abstiens, un coup je vote contre », tant de la part des députés centristes que du PCF.

Mais oui, il existe une issue, car nos gouvernants sont responsables et coupables, eux qui ont trahi le mandat donné dès 1981 contre la politique de la droite.

Ils sont responsables, c'est un fait ! Ils sont coupables, parce qu'ils ont fait l'inverse du mandat donné.

Ils sont responsables et coupables ! C'est le verdict prononcé par les mouvements des paysans, des cheminots, des postiers, tous ces mouvements que les médias tiennent sous silence pour empêcher le « tous ensemble ».

C'est le verdict prononcé en Haute-Garonne par les 3 000 manifestants de l'Aéronautique contre les licenciements. Ceux d'Elf Aquitaine qui, avec la population de Saint-Gaudens, ont manifesté à plus de 7 000, le 12 février, dans l'unité.

Oui, l'issue est dans l'unité des travailleurs menacés par les plans de délocalisation, de privatisation, de licenciements, dans l'unité des chômeurs et des travailleurs précaires, des retraités, des paysans, des petits commerçants et des artisans.

Quand on met « sur le trottoir » des travailleurs qualifiés du GIAT, d'Elf Aquitaine, etc., ce sont des écoles, des boutiques qui ferment, parce que derrière les salariés de la SNIAS, du GIAT, d'Air France, d'Elf Aquitaine, des Postes et Télécom, etc., ce sont *« des commerçants qui travaillent, des écoles, des lycées qui fonctionnent, des garagistes qui réparent, des artisans qui bâtissent »* (la presse régionale)

C'est la vie d'une région qu'ils détruisent !

Nos candidats ont leur mandat :

- Blocage des loyers, abrogation des lois Mermaz et Besson qui avalisent les surloyers et les expulsions. Réquisition des logements vides, interdiction des expulsions, moratoire des dettes.
- Maintien de tous les emplois sur place dans l'Aéronautique, au GIAT, à Elf Aquitaine, dans les postes...
- Arrêt de tous les licenciements par une loi d'interdiction.
- Confiscation des profits spéculatifs pour les convertir dans la production.
- Non à la PAC, non au GATT.
- Non à la fiscalisation de la Sécurité sociale ; retrait de la loi Teulade « de maîtrise des dépenses de santé », qui porte atteinte au secret médical, à la liberté de prescrire du médecin, aux droits du malade.
- Abrogation de la loi Aubry de partage du travail et des revenus, qui mène à une « RMIsation » de la société.
- Interdiction du travail précaire ; transformation des contrats Emploi-Solidarité en emplois fixes et à plein temps.
- Pour la défense de l'instruction publique et laïque, restitution des 40 milliards versés à l'école privée ; retrait des mesures Lang de destruction du baccalauréat, réembauche des maîtres auxiliaires licenciés.

La démocratie commence là où un vrai travail et un vrai salaire sont garantis pour tous.

La démocratie commence là où le pain et un logement décent sont garantis pour tous.

La démocratie commence là où les droits à la santé et à l'instruction sont les mêmes pour tous.

La démocratie commence par la liquidation complète du régime arbitraire de la V[e] République qui a vu, depuis 1986, 277 lois anti-ouvrières proposées et votées !

La démocratie, le peuple l'établira lui-même dans le « tous ensemble » et en convoquant l'Assemblée constituante souveraine, avec ses députés mandatés et révocables.

Pour l'unité, pour la démocratie, le tous ensemble

VOTEZ POUR LE CANDIDAT PRESENTE PAR LE PARTI DES TRAVAILLEURS

dans la 2[e] circonscription

Candidat : **Fabrice Rastoul, employé communal**

Suppléante : **Nicole Marquès, employée Sécurité sociale**

Vu, le candidat

PARTI DES TRAVAILLEURS - 10, RUE DU CHAPEAU-ROUGE 31300 TOULOUSE

Infotec 2000 - Paris